



Monsieur Hans Rudolf Merz
Conseiller fédéral
Chef du Département fédéral des finances
Bundesgasse 3
3003 Berne

Zurich, le 30 avril 2004

"Deuxième réforme de l'imposition des entreprises" – Prise de position

Monsieur le Conseiller fédéral,

Suite au courrier que nous a adressé le Département fédéral des finances le 15 décembre 2003, nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de nous exprimer sur ce sujet. Vous trouvez ci-après notre prise de position.

Les réponses précises aux questions posées dans la procédure de consultation se trouvent à la fin du document. Mais en premier lieu, nous aimerions vous faire part de quelques remarques générales.

Notre position en résumé

economiesuisse suit la question de la réforme de l'imposition des entreprises depuis un certain temps déjà. Nous saluons toutes les interventions parlementaires ainsi que les démarches du Conseil fédéral et de l'administration qui ont permis de faire avancer ce dossier, dont nous appelons la réalisation de nos vœux.

Sur la base des résultats d'une très large consultation interne, le Comité d'economiesuisse a décidé de donner – parmi les trois variantes présentées pour atténuer la double imposition des bénéfices distribués des entreprises – très nettement la préférence à un **modèle « 3 plus » avec un taux d'imposition partielle de 50% au maximum**, (au lieu des 70% proposés par le Conseil fédéral dans le modèle 3). **A plus long terme, c'est vers l'élimination complète** du phénomène nuisible de la double imposition économique qu'il faut tendre. La variante « 3 plus » correspond très largement aux propositions déjà faites par economiesuisse et l'usam dans un document commun publié fin 2001. Cette variante est défendable du point de vue de la politique financière et respectueuse de l'autonomie tarifaire des cantons. C'est également le modèle politiquement réalisable le mieux à même de favoriser la croissance économique. Les modèles 1 et 2 sont rejetés car ils prévoient l'imposition des gains de participations, sont beaucoup plus complexes à mettre en œuvre et moins performants du point de vue de leur effet sur la croissance.

Les **mesures additionnelles** prévues en faveur des sociétés anonymes (notamment l'extension de la réduction pour participations à 10 % du capital ou dès un million de francs) et en faveur des **sociétés de personnes** (p.ex. mesures lors de la cessation de l'activité ou en cas de transfert entre générations) doivent être soutenues, car elles vont fondamentalement dans la bonne direction.

1. Appréciation du contexte international

La Suisse est **l'un des rares** pays de l'OCDE à connaître le système dit "classique" de la double imposition économique des bénéficiaires : l'impôt est acquitté une première fois sur le bénéfice global de la société, puis une deuxième fois sur le dividende distribué aux actionnaires. L'impôt sur le bénéfice (comme l'impôt sur le capital) constitue en quelque sorte la première étape de l'imposition finale des revenus obtenus et des investissements consentis par les personnes physiques. Un examen intégré de la charge fiscale globale effective s'impose donc. Ainsi, plus les taux applicables aux personnes morales et physiques sont élevés, plus le problème de la double imposition est accentué.

Certes, le système fiscal suisse actuel présente des aspects positifs lorsque ne survient aucune distribution des bénéfices. L'effet de thésaurisation pour les sociétés de capitaux et l'exonération fiscale des gains en capital privés se traduisent par une substantielle correction de la charge fiscale. La double imposition est toutefois source de multiples distorsions lorsque intervient une distribution : elle pénalise les entreprises organisées sous forme de sociétés de capitaux, favorise le financement par l'endettement aux dépens du financement sur fonds propres, défavorise le financement par augmentation de capital par rapport à l'autofinancement; elle freine enfin les investissements des entreprises, notamment des PME et des jeunes entreprises, en élevant le coût du capital.

Ainsi, différentes études confirment qu'en comparaison internationale, **le niveau d'imposition effectif en Suisse au niveau de l'investisseur n'est guère compétitif**, lorsque l'on tient compte de l'impôt qui frappe le dividende de l'actionnaire (sur le revenu des personnes physiques) après avoir été une première fois imposé au niveau de la société. La Suisse ne saurait, sur la durée, se contenter d'une place en queue de peloton. Les Etats-Unis, qui connaissent un problème similaire à la Suisse, viennent de revoir leur système afin d'éliminer la double imposition économique. Avant eux, bien d'autres pays ont entrepris des mesures d'allègement afin de réduire le niveau d'imposition effectif des revenus issus des dividendes.

Dans le même temps, la **tendance internationale va clairement dans le sens d'une réduction de la charge fiscale pesant sur les sociétés** (personnes morales). Même si, à ce titre, la position suisse reste encore favorable, le défi pour notre pays consistera, aussi dans ce domaine, à maintenir sa place de leader. L'entrée de dix nouveaux pays dans l'Union européenne en 2004 augure d'une concurrence fiscale accrue dans l'espace économique européen. La Suisse doit prendre en compte cette nouvelle dimension lorsqu'elle évalue la capacité concurrentielle de sa fiscalité.

De notre point de vue, l'objectif principal de la réforme doit donc consister à atténuer substantiellement, voire à supprimer cette double imposition, et ainsi **favoriser au maximum la croissance et renforcer l'attrait de la place économique suisse pour l'investisseur**, en éliminant ce problème qui ne concerne pratiquement plus que la Suisse.

2. Appréciation du contexte politique suisse

En l'an 2000 déjà, Economiesuisse a présenté un Concept fiscal faisant la synthèse des demandes des milieux économiques en vue du renouvellement du régime financier fédéral. Parmi les mesures proposées, un accent particulier a été mis sur la question de la double imposition économique des bénéfices des entreprises. Sur cette base, un **document commun à Economiesuisse et à l'usam** sur la question de la double imposition économique a ensuite permis de préciser en septembre 2001

l'orientation donnée par le Concept fiscal. Ce document insiste aussi sur la nécessité de ne pas recourir à un impôt sur les gains de participation pour compenser les éventuelles pertes fiscales.

Depuis un certain temps déjà, le Parlement s'est également saisi de la question d'une réforme de la fiscalité des entreprises. Ainsi, plusieurs **interventions parlementaires bienvenues** ont été adoptées ou discutées ces dernières années (principalement les motions Schweiger 00.3552 et de la CER-CN 02.3638 acceptées **sous forme contraignante** par le Parlement), qui réclament pour l'essentiel la suppression ou l'atténuation de la double imposition économique. La fraction PDC a lancé fin 2002 une initiative parlementaire (02.469) allant dans le même sens.

Les demandes répétées du Parlement n'ont malheureusement été entendues qu'avec un **certain décalage**. A l'époque, le Conseil fédéral s'est donné le temps d'interroger les experts, notamment la commission ERU qui s'est penchée sur le lien entre la fiscalité et la forme juridique des entreprises, et le professeur d'économie Keuschnigg de l'Université de St.Gall, qui a examiné l'impact économique d'une réforme de l'imposition. Nous saluons l'apport précieux que constituent ces documents de référence. Dans son étude, le professeur Keuschnigg a conclu à des effets économiques positifs d'une réforme de l'imposition des entreprises, notamment parce qu'en rendant la distribution de dividendes plus attrayante par rapport à la thésaurisation, le capital peut ainsi mieux circuler d'une entreprise à l'autre et être alloué plus efficacement vers des projets économiques plus judicieux grâce au rôle positif joué par le marché des capitaux. L'étude Keuschnigg montre aussi que l'impact économique est d'autant plus important lorsque l'imposition partielle frappant les bénéficiaires distribués est davantage réduite, tout en renonçant simultanément à l'imposition des gains de participations, laquelle constitue un frein à l'investissement.

3. Appréciation générale de la réforme proposée

Les trois modèles d'atténuation de la double imposition économique (sans tenir compte de l'effet des autres mesures prévues par la réforme) ne suscitent, **dans la forme présentée** par le Conseil fédéral, qu'un **impact mesuré sur la croissance économique**. L'instrument développé par le professeur Keuschnigg permet de mesurer cet effet. Ce mauvais résultat n'est pas surprenant, dans la mesure où aucun des trois modèles ne permet d'éliminer véritablement la double imposition économique. Tout au plus, ces modèles permettent, dans la réalité pratique, une modeste atténuation. Le tableau comparatif présenté dans l'avant-projet de message (p.13) et sensé justifier un taux partiel de 56,4% pour permettre une « élimination » théorique du phénomène de double imposition repose sur **l'hypothèse erronée et non représentative de taux d'imposition maximaux** au niveau des personnes physiques. Cela ne correspond pas à la réalité. Si par contre l'on se fonde sur des taux d'imposition moyens pour les personnes physiques, hypothèse nettement plus proche de la réalité quotidienne, il faut s'attendre à ce que même une imposition partielle proche de 0% ne permette pas d'éliminer complètement la double imposition économique. Par conséquent, si l'on veut se rapprocher le plus possible d'une véritable élimination du phénomène, c'est vers un taux nettement plus bas qu'il faut tendre.

En outre, nous constatons que, parmi les trois variantes proposées, le modèle 3 est le mieux à même de favoriser l'effet de croissance économique. En dépit de cela, le Conseil fédéral lui préfère le modèle 1, car celui-ci permettrait, dans l'intérêt des administrations fiscales, d'éliminer certaines « sources de mécontentement » (transposition, holding d'héritiers, liquidation partielle indirecte, commerce quasi-professionnel de titres) par une extension légale de la base d'imposition et garantirait le mieux la neutralité économique. Nous ne sommes toutefois pas d'accord avec

cette analyse limitée à des aspects formels et plaçant au second rang l'impact économique. **En effet, nous nous opposons résolument à l'introduction d'un nouvel impôt sur les gains de participations. Une telle mesure constitue un frein à la croissance et se révèle même défavorable pour les recettes fiscales.** En ce qui concerne le détail des inconvénients des modèles 1 et 2 par rapport au modèle 3, nous renvoyons aux positions circonstanciées de l'Association des sociétés anonymes privées, d'industrie-holding ainsi que de l'Association suisse des banquiers.

A notre avis, il convient d'évaluer en priorité les variantes proposées **à l'aune de leur contribution à la croissance économique.** Par conséquent, l'appréciation d'economiesuisse est la suivante :

- Le lancement de la réforme est salué, car il montre que le Conseil fédéral **prend au sérieux** les problèmes fiscaux dus à la double imposition ainsi que les problèmes spécifiques rencontrés par les sociétés de personnes.
- La réforme, qui certes se traduit à court terme par de modestes pertes fiscales, compensées largement à plus long terme par l'effet de croissance, est indispensable si la Suisse veut conserver ses atouts comparatifs dans le domaine fiscal et éviter de possibles délocalisations. Il ne faut pas se féliciter d'une situation encore assez avantageuse au plan international, mais il convient de défendre la position de pointe de la Suisse dans un contexte dynamique de concurrence accrue. De ce point de vue, **il importe de choisir un modèle garantissant aussi bien la compétitivité de place suisse que maximisant l'effet de croissance.** Ce faisant, on permet à la réforme de s'autofinancer largement et d'encourager l'emploi. En aucun cas, il ne saurait être question de se laisser restreindre à une approche statique et juridico-fiscaliste.
- En matière d'atténuation de la double imposition, il importe de recourir à un **modèle simple**, n'amenant pas de complications inutiles, évitant discriminations et distorsions, quel que soit le montant et quel que soit le type de la participation.
- Afin d'assurer l'égalité de traitement, il importe de garantir la transformation de sociétés de personnes en sociétés anonymes de façon neutre sur le plan fiscal.
- L'autonomie financière tarifaire des cantons doit être maintenue.
- La réforme est jugée **supportable du point de vue des finances publiques**, dans la mesure où elle se finance en grande partie par elle-même (grâce aux recettes supplémentaires découlant de l'effet de croissance économique et de l'augmentation du taux de distribution des dividendes), se réalise de façon échelonnée dans le temps et respecte scrupuleusement l'autonomie tarifaire des cantons. Qu'il nous soit permis ici de **relativiser considérablement** l'hypothèse, présentée dans l'avant-projet de message, selon laquelle la réforme entraînerait des « pertes de recettes » estimées à environ 500 millions de francs pour l'échelon cantonal à long terme. Précisément, la réforme proposée permet de préserver l'autonomie tarifaire des cantons. En d'autres termes, les cantons ne sont par conséquent pas contraints d'accepter d'hypothétiques pertes fiscales indépendamment de leur volonté, mais peuvent librement réguler leur niveau en tenant compte de leur disponibilité à améliorer l'attrait de leur propre emplacement économique. Il n'y a donc **aucune raison de faire un quelconque lien** politique ou financier avec d'autres dossiers en suspens (p.ex. réforme fiscale du logement).

4. Propositions concrètes d'économiesuisse

Sur la base des considérations qui précèdent ainsi que d'un large processus de consolidation au sein des milieux économiques, economiesuisse formule les propositions suivantes dans le cadre de la réforme en cours :

- Nous soutenons un **modèle 3 plus** sur la base d'un taux d'imposition partielle **de 50% au plus**. Si l'on en croit les résultats de l'étude faite par le professeur Keuschnigg, un tel modèle permet d'atteindre un **effet de croissance environ double** de celui du modèle 3 limité à 70%. Le taux élevé de 70% ne permet que d'atténuer modérément le problème de la double imposition. La proposition d'une élimination complète n'est, pour le moment, pas retenue par souci budgétaire.
- A **plus long terme**, la réforme doit tendre à **l'élimination complète** du phénomène nuisible de la double imposition économique. Pour tenir compte des évolutions internationales, on ne précise pas si l'élimination complète doit s'effectuer ensuite par un allègement supplémentaire au niveau de l'actionnaire (dans le cadre du modèle 3 plus) ou plutôt par une réduction de l'impôt sur le bénéfice des entreprises. Par rapport aux variantes proposées par le Conseil fédéral, une élimination complète permettrait d'obtenir un effet de croissance multiplié.
- Pour ne pas restreindre l'effet de croissance ni entraîner davantage de pertes fiscales, il convient de **refuser une imposition des gains de participations** (contenue dans les modèles 1 et 2), déjà rejetée par le Parlement et le souverain. Outre le fait qu'il se répercute négativement sur les finances publiques, cet impôt pénaliserait ceux qui investissent à long terme dans le tissu économique et contrecarrerait les efforts déployés pour encourager la mise à disposition de capital-risque en faveur des PME et des jeunes entreprises.
- En matière de « sources de mécontentement » (p.ex. liquidations partielles indirectes,...), la véritable source de mécontentement est une application abusive de la loi, non les « Ärgernisse » eux-mêmes. **Dans l'intérêt de la sécurité juridique**, il importe donc que l'administration fiscale reçoive des **consignes claires, voire des règles (sous forme de circulaires) d'application libérale de la loi**. Une extension de l'assiette fiscale ne permettrait précisément pas de lever la source de mécontentement, mais punirait injustement d'autres contribuables.
- En matière **d'imposition de la fortune**, il convient de respecter l'autonomie financière des cantons ; c'est la raison pour laquelle aucune proposition concrète au plan fédéral n'est formulée pour atténuer la double imposition nuisible entre le capital et la fortune. L'initiative d'une telle mesure - que nous soutenons d'ailleurs pleinement - doit émaner de l'échelon cantonal.
- Nous soutenons la direction des **autres mesures relatives aux sociétés anonymes**. Nous renvoyons à la prise de position détaillée d'industrie-holding à ce sujet.
- En ce qui concerne les **sociétés de personnes**, nous soutenons la direction des mesures proposées, notamment les allègements ciblés lors de successions et de cessations d'activité. Le problème que pose l'AVS reste cependant entier.

Les réponses données au questionnaire complètent les propositions faites ici.

5. Divers

Nous attirons votre attention sur un point soulevé par la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie relatif à la **loi sur les sociétés de capital risque (LSCR)** :

« Il est vrai que les avantages fiscaux prévus par la LSCR sont actuellement très peu utilisés. Il peut donc sembler légitime de se poser la question de sa raison d'être, cela d'autant plus que la réforme sur laquelle nous sommes consultés a également comme objectif d'encourager fiscalement l'investissement dans les entreprises. Toutefois, conformément aux conclusions du rapport d'évaluation de la LSCR d'octobre 2002, il nous semble plus intéressant de modifier cette dernière pour la rendre réellement efficace que de la supprimer. Ces modifications devront notamment reprendre les principes développés dans la motion du Conseiller national Favre. Il s'agit, en ce qui concerne les « business angels », de redéfinir le type d'entreprise nouvellement créée à favoriser, les formes d'investissement à favoriser et les conditions des avantages fiscaux. Cette manière de faire permettrait d'éviter le signal négatif pour les investisseurs que représenterait l'abolition de la LSCR. Si toutefois le Conseil fédéral devait décider d'abroger la LSCR, nous estimons indispensable que le principe de taxation différée de l'investisseur soit repris (avec les ajustements précisés ci-dessus) dans le cadre de la Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID). »

Enfin, nous vous relayons un point soulevé par la Chambre de Commerce et d'industrie du Jura, qui nous informe qu'un certain nombre d'entreprises dans ce canton recourent systématiquement et avec satisfaction aux **réserves de crise** prévues par les dispositions de la LCRC. De ce point de vue, il conviendrait de maintenir cet instrument tout en prévoyant un assouplissement de la pratique concernant la libération individuelle fondée sur l'article 9 LCRC afin de le rendre plus attractif auprès des PME.

Nous vous remercions vivement de l'accueil favorable que vous voudrez bien accorder à notre prise de position et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre parfaite considération.

economiesuisse

Rudolf Ramsauer
Président de la direction

Pascal Gentina
Membre de la direction

Annexe : Réponses commentées au questionnaire soumis en consultation

Copie : M. Urs Ursprung, directeur de l'Administration fédérale des contributions

Beantwortung des Fragebogens

Fragenkatalog im Vernehmlassungsverfahren zur Reform der Unternehmensbesteuerung II
--

I. Allgemeine Fragen zu einer Reform der Unternehmensbesteuerung

1. Sollen ihrer Ansicht nach überhaupt Massnahmen zu einer Unternehmenssteuerreform ergriffen werden? (Zutreffendes bitte ankreuzen X. Im Falle eines „Nein“ erübrigt sich die Beantwortung der nachfolgenden Fragen, mit Ausnahme der Fragen zu Ziff. IV, die Sie bitte in jedem Fall beantworten wollen)	Ja X	Nein	
2. Ist es richtig, die Verbesserung der Konkurrenzfähigkeit des Standortes Schweiz mittels gesamtwirtschaftlicher Entlastung des Risikokapitals auf <i>Ebene der Investoren</i> anzustreben?	Ja X	Nein	
3. Sollen die zu treffenden Massnahmen auch bewirken, dass die unterschiedlichen steuerlichen Folgen bei Ausschüttung oder aber Thesaurierung wegfallen?	Ja X	Nein	
4. Ist es richtig, zwecks Milderung der wirtschaftlichen Doppelbelastung statt eines Anrechnungsverfahrens ein Teileinkünfteverfahren vorzusehen?	Ja X	Nein	
5. Sollen zwecks Annäherung an die Rechtsformneutralität die Unterschiede bei der Steuerbelastung von Körperschaft und Anteilshabern einerseits sowie von Personenunternehmen andererseits auch durch gezielte Massnahmen zugunsten von Personenunternehmen verkleinert werden?	Ja X	Nein	
6. Ist es richtig, die Förderung der Konkurrenzfähigkeit des Standortes Schweiz auch durch ergänzende Massnahmen zugunsten der Kapitalgesellschaften anzustreben?	Ja X	Nein	
7. Welches der Modelle 1 – 3 bevorzugen Sie? (Unter Ziffer 1, 2 oder 3 mit X ankreuzen)	1	2	3 X

ad 7: Aus unserer Sicht kommt nur eine Entlastung nach einem **Modell 3 plus** in Frage (siehe Antwort auf Frage 25).

II. Fragen zur Teilbesteuerung gemäss Modell 1

ad 8-15: Verzicht auf Beantwortung der Fragen, da wir die Realisierung des Modells 3 plus verlangen.

8.	Ist die Neuumschreibung betreffend Zugehörigkeit von Beteiligungsrechten zum Geschäftsvermögen richtig?	Ja	Nein
9.	Sollen die steuerlichen Entlastungen den Beteiligungsinhabern mit einer Beteiligungsquote von 10 Prozent und mehr zukommen?	Ja	Nein
10.a)	Ist eine tiefere Beteiligungsquote vorzusehen und, wenn ja, welche? (Prozentsatz einsetzen)		
10.b)	Ist eine höhere Beteiligungsquote vorzusehen und, wenn ja, welche? (Prozentsatz einsetzen)		
11.	Soll den Inhabern einer qualifizierten privaten Beteiligung hinsichtlich des Teilbesteuerungsverfahrens für Ausschüttungen und Veräusserungsgewinne eine Optionsmöglichkeit eingeräumt werden?	Ja	Nein
11.a)	Soll eine solche Optionsmöglichkeit wie vorgesehen zugunsten einer steuerlichen Behandlung wie Geschäftsvermögen vorgesehen werden?	Ja	Nein
11.b)	Soll eine solche Optionsmöglichkeit zugunsten einer steuerlichen Behandlung wie Privatvermögen vorgesehen werden?	Ja	Nein
12.	Ist es richtig, dass für den Ansatz von 60 Prozent, zu dem der Nettobetrag der Einkünfte aus qualifizierten geschäftlichen und optiert geschäftlichen Beteiligungen in die Bemessungsgrundlage der Einkommenssteuer einbezogen werden soll, auf die durchschnittliche Grenzsteuerbelastung bei der Einkommenssteuer und die durchschnittliche Vorbelastung bei den Gesellschaften abgestellt wird?	Ja	Nein
13.	Halten Sie es hinsichtlich der Grundsätze der Optionsausübung für richtig		
a)	dass sich die bezüglich einer qualifizierten Beteiligung des Privatvermögens bei Erwerb oder in einem späteren Zeitpunkt ausgeübte Option auf alle übrigen qualifizierten Beteiligungen des Privatvermögens bezieht?	Ja	Nein
b)	dass eine qualifizierte Beteiligung des Privatvermögens, für welche die Option zugunsten der steuerlichen Behandlung als Geschäftsvermögen ausgeübt worden ist, dem System der Teilbesteuerung unterworfen bleibt, auch wenn die Beteiligungsquote unter die gesetzliche Limite von 10 Prozent gefallen ist?	Ja	Nein
14 a)	Sind die im Steuerharmonisierungsgesetz vorgesehenen Massnahmen betreffend Vermögenssteuer auf qualifizierten Beteiligungen des optierten Geschäftsvermögens richtig (buchmässiges Netto-Eigenkapital)?	Ja	Nein
b)	Sollen die Kantone im Bereich der Vermögenssteuer die Möglichkeit erhalten, andere Massnahmen zur Milderung der Steuerbelastung auf qualifizierten Beteiligungen des optierten Geschäftsvermögens vorzusehen? Wenn ja, welche?		

15. Sind die vorgesehenen Regelungen betreffend den massgebenden Einkommenssteuerwert von optierten geschäftlichen Beteiligungen richtig?		
a) In Bezug auf den Vermögenssteuerwert für Altbeteiligungen bei Ausübung der Option?	Ja	Nein
b) In Bezug auf nach der Optionsausübung erworbene qualifizierte Beteiligungen (Gestehungskosten)?	Ja	Nein
c) In Bezug auf die Vermeidung von Missbräuchen?	Ja	Nein

ad 8-15: Verzicht auf Beantwortung der Fragen, da wir die Realisierung des Modells 3 plus verlangen.

III. Fragen zur Teilbesteuerung gemäss Modell 2

ad 16-20: Verzicht auf Beantwortung der Fragen, da wir die Realisierung des Modells 3 plus verlangen.

16. Ist es richtig, die im Modell 1 vorgesehene Neuumschreibung betreffend Zugehörigkeit von Beteiligungsrechten zum Geschäftsvermögen auch im Modell 2 einzuführen?	Ja	Nein
--	----	------

17. Ist es richtig, mit Rücksicht auf die für die Teilbesteuerung erforderliche und den Beteiligungsinhabern zugemutete Einsichtnahme in die Jahresrechnungen ¹ eine Beteiligungsquote von 20 Prozent vorzusehen?	Ja	Nein
--	----	------

18. Ist es richtig, in diesem Modell auf ein Optionsrecht zu verzichten, da es anders als im Fall der Option gemäss Modell 1 nicht zu einer Teil-Besteuerung nach den Regeln des Geschäftsvermögens kommt?	Ja	Nein
--	----	------

19. Teilen Sie die Auffassung, dass sich hinsichtlich der Vermögenssteuer namentlich deshalb keine Änderungen aufdrängen, da im Modell 2, anders als im Modell 1, für qualifizierte Beteiligungen nicht das Buchwertprinzip gilt?	Ja	Nein
---	----	------

20. Teilen Sie hinsichtlich der für qualifizierte Beteiligungen des Privatvermögens vorzusehenden Übergangsordnung die Auffassung, dass im Hinblick auf die im Falle der Veräusserung geltende Teilbesteuerung der Zunahme (oder den Teilabzug der Abnahme) von offenen und versteuerten stillen Reserven der Stand der offenen Reserven gemäss Bilanz des letzten Geschäftsjahres vor Inkrafttreten der Reform als massgebender Ausgangspunkt für die Entwicklung der offenen und versteuerten stillen Reserven gelten soll?	Ja	Nein
---	----	------

ad 16-20: Verzicht auf Beantwortung der Fragen, da wir die Realisierung des Modells 3 plus verlangen.

¹ Zurückbehaltene Gewinne sollen gleich behandelt werden wie ausgeschüttete. Im Hinblick auf die Teilbesteuerung wird daher im Fall der Veräusserung einer qualifizierten Beteiligung abgestellt auf die während der Besitzesdauer einer qualifizierten Beteiligung eingetretene Entwicklung der offenen und versteuerten stillen Reserven (Zu- oder Abnahme).

IV. Fragen zur Teilentlastung von Gewinnausschüttungen gemäss Modell 3

21. Teilen Sie die Auffassung, dass es sich bei der im Modell 3 vorgesehenen Teilentlastung von Gewinnausschüttungen einzig um eine Massnahme zur Beseitigung der wirtschaftlichen Doppelbelastung handelt?	Ja X	Nein
---	----------------	------

ad. 21: Frage ist missverständlich: Das Modell 3 beseitigt die wirtschaftliche Doppelbesteuerung **nicht**, sondern mildert sie höchstens. Selbstverständlich ist die Milderung der Doppelbesteuerung nur ein Ziel, denn damit soll auch eine Änderung des Ausschüttungsverhaltens bezweckt werden.

22. Teilen Sie die Auffassung, dass diese blossе Korrektur der wirtschaftlichen Doppelbelastung im Wesentlichen tarifarischen Charakter hat?	Ja	Nein
--	----	------

ad. 22: Auch diese Frage ist missverständlich: Die Korrektur der wirtschaftlichen Doppelbesteuerung hat an sich keinen tarifarischen Charakter. Sie kann aber auf dem Wege einer Reduktion der Bemessungsgrundlage (Vorschlag für DBSt) oder des Tarifs erreicht werden.

23. Teilen Sie die Auffassung, dass unter dem Gesichtspunkt der Steuerharmonisierung		
a) die Kompetenz des Bundesgesetzgebers gegeben ist, die <i>Methode</i> der Belastungsmilderung mit Wirkung für die Kantone entweder bei der juristischen Person oder bei der natürlichen Person festzulegen?	Ja X	Nein
b) der Bundesgesetzgeber in Bezug auf das Ausmass der Entlastung die Regelungskompetenz der Kantone zu respektieren hat?	Ja X	Nein

24. Halten Sie es insbesondere angesichts der im internationalen Vergleich niederen steuerlichen Belastung der juristischen Person für sinnvoll, die Belastungsmilderung auf Stufe natürliche Person vorzusehen?	Ja X	Nein
--	----------------	------

ad. 24: Die Entlastung beim Aktionär ist ein möglicher Weg. Die Steuerbelastung der juristischen Personen ist aber im internationalen Vergleich nicht mehr niedrig, sondern liegt im Mittelfeld.

25. Teilen Sie die Auffassung, dass für den Bund aus finanzpolitischen Gründen der Ansatz einer Teilbesteuerung der Gewinnausschüttungen bei 70 Prozent festzulegen wäre?	Ja	Nein X
a) Soll der Teilbesteuerungsansatz höher als 70 Prozent sein?	Ja	Nein X
b) Soll der Teilbesteuerungsansatz tiefer als 70 Prozent sein?	Ja X , mind. 50%	Nein

ad. 25: Der in der Vernehmlassungsvorlage verwendet Spitzensteuersatz für natürliche Personen ist keineswegs repräsentativ und realistisch. Um eine erhebliche Milderung der wirtschaftlichen Doppelbesteuerung zu erreichen, muss daher in einem ersten Schritt mindestens eine Entlastung von 50% (sog. Modell 3 plus) vorgesehen werden. Um die Doppelbesteuerung ganz nach dem Modell 3 zu beseitigen, wären (je nach Vorbelastung und dem anwendbaren Grenzsteuersatz)

eigentlich noch höhere Werte (bis 0%) oder gar Steuergutschriften nötig. Grundsätzlich ist längerfristig die komplette Eliminierung anzustreben: es soll aber zum jetzigen Zeitpunkt noch offen bleiben, ob dieser später einzutreffende, weitergehende Schritt entweder durch eine zusätzliche Entlastung auf Stufe Aktionär oder, mit Rücksicht auf die internationale Tendenz, durch eine entsprechende Reduktion des Gewinnsteuersatzes zu erfolgen hat.

26. Soll eine solche Teilbesteuerung aus finanzpolitischen Gründen sowie aus Gründen der Gleichbehandlung aller Steuerpflichtigen an die Bedingung geknüpft werden, dass die zur Ausschüttung gelangenden Gewinne entweder im In- oder Ausland eine für schweizerische Verhältnisse als normal zu bezeichnende Vorbelastung erfahren haben?	Ja	Nein X
---	----	------------------

ad. 26: Das Erfordernis einer steuerlichen Vorbelastung ist zwar als (theoretisches) Postulat verständlich, in der Praxis lässt sich eine solche Auflage aber nicht erfüllen, da aus Gründen der Gleichbehandlung die gesamte Vorbelastung von in- und ausländischen Gesellschaften und dies auf allen vorgelagerten Stufen ermittelt werden müsste (anteilige Gewinnsteuern auf allen Stufen, verbleibende ausländische Quellensteuern). Zudem würde eine solche "Neuerung" die Standortattraktivität erheblich beeinträchtigen.

27. Ist, soweit es um die direkte Bundessteuer geht, die für die Teilentlastung erforderliche Vorbelastung auf Körperschaftsgewinnen		
a) auf 15 % festzusetzen?	Ja	Nein X
b) höher als 15 Prozent festzusetzen? (Prozentsatz im Kästchen rechts angeben sowie unter den Bemerkungen unten die Begründung beifügen)	Ja	Nein X
c) tiefer als 15 Prozent festzusetzen? (Prozentsatz im Kästchen rechts angeben sowie unter den Bemerkungen unten die Begründung beifügen)	Keine Vorbelastung	

ad. 27: Vgl. Antwort zur Frage 26.

28. Teilen Sie die Auffassung, dass im Modell 3 weder eine Grundlage noch ein Grund für eine Milderung der Vermögenssteuer besteht?	Ja	Nein X
---	----	------------------

ad. 28: Die Frage der Milderung oder Beseitigung der wirtschaftlichen Doppelbesteuerung stellt sich nicht nur beim Einkommen, sondern auch beim Vermögen. Auch diese Frage könnte im Steuerharmonisierungsgesetz geregelt werden. Ob beim Modell 3 darauf verzichtet wird, ist letztlich eine finanzpolitische Frage (Schonung der Kantonsfinanzen). Den Kantonen sollte aber empfohlen werden, auch diesbezüglich Entlastungsmassnahmen vorzusehen.

V. Fragen zu Massnahmen auf Stufe Kapitalgesellschaft

29. Befürworten Sie die Einführung des Kapitaleinlageprinzips ?	Ja X	Nein
---	----------------	------

30. Befürworten Sie den Vorschlag, dass nur ab dem 1. Januar 2003 einbezahltes Agio im Sinne des Kapitaleinlageprinzips berücksichtigt werden kann ?	Ja	Nein X
--	----	------------------

31. Teilen Sie die Auffassung, dass aus verwaltungsökonomischen Gründen keine älteren (d.h. vor dem 1. September 2003 geleisteten) Agioeinzahlungen, berücksichtigt werden können ?	Ja	Nein X
---	----	------------------

ad. 31: Sofern das Unternehmen nachweisen kann, dass zu einem früheren Zeitpunkt eine Kapitaleinlage erfolgt ist und sich ein entsprechender Betrag noch in den nicht ausgeschütteten Reserven befindet, muss auch für die Vorjahre auf diese ungerechtfertigte Besteuerung verzichtet werden.

32. Die Anwendung des Kapitaleinlageprinzips kommt den Aktionären nur insofern zu Gute, als für deren Veranlagung nicht das Buchwertprinzip, sondern das Nennwertprinzip massgebend ist; bezüglich der Verrechnungssteuer kommt das Kapitaleinlageprinzip jedoch allen Steuerpflichtigen zu Gute. Haben Sie Bedenken bezüglich dieser Asymmetrie ?	Ja	Nein X
--	----	------------------

33. Teilen Sie die Auffassung, dass steuerliche Anreize zur Entlastung des Risikokapitals nicht nur neugegründeten (innovativen) KMU, sondern allen KMU (wenn nicht sogar allen Unternehmen) zugute kommen soll ?	Ja X	Nein
---	----------------	------

34. Befürworten Sie die Herabsetzung der Alternativkriterien für die Erlangung der Ermässigung auf Beteiligungserträgen von 20 auf 10 Prozent Kapitalquote und von zwei auf eine Million Franken Verkehrswert für kleinere Kapitalquoten ?	Ja X	Nein
--	----------------	------

35. Befürworten Sie die Regel, dass für die Ermässigung auf Kapitalgewinnen nur auf die Beteiligungsquote abgestellt wird, allerdings unter gleichzeitiger Einführung der Regel „Einmal qualifiziert, immer qualifiziert“, soweit der Verkehrswert der Beteiligungsrechte vor Verkauf mindestens eine Million Franken betrug?	Ja*	Nein*
---	-----	-------

ad. 35: *Es handelt sich um verschiedene Fragen. Bei den Antworten muss differenziert werden:

- Kriterien für den Beteiligungsabzug: Das Kriterium von 1 Mio. soll auch bei den Veräusserungsgewinnen Anwendung finden (es geht um die Beseitigung der Doppelbesteuerung auf Stufe Holding).
- Das Prinzip "Einmal qualifiziert, immer qualifiziert" wird ausdrücklich unterstützt.
- Auf das Kriterium, dass dabei der Verkehrswert der verkauften Beteiligung mindestens 1 Mio. Fr. betragen muss, soll verzichtet werden (Benachteiligung von KMU).

36. Teilen Sie die Auffassung, dass die Fortführung der Emissionsabgabe sich als flankierende Massnahme zur Überprüfbarkeit des einzuführenden Kapitaleinlageprinzips (Agioeinzahlungen) erweisen wird ?	Ja	Nein X
--	----	------------------

ad. 36: Die Notwendigkeit der Kontrolle der Agiozahlungen darf keinesfalls als Rechtfertigung für die Beibehaltung der anachronistischen und standortschädlichen Emissionsabgabe herangezogen werden.

37. Befürworten Sie die Anhebung der Freigrenze bei der Emissionsabgabe der Kapitalgesellschaften und Genossenschaften sowie die vorgeschlagene Lösung zu Gunsten von sog. Auffanggesellschaften ?	Ja X	Nein
--	----------------	------

ad. 37: Für Genossenschaften soll aus Gründen der Gleichbehandlung mit den **Kapitalgesellschaften** ebenfalls eine Freigrenze von 1 Mio. geschaffen werden. Auf die Emissionsabgabe soll zudem in allen Fällen von Sanierungen verzichtet werden, nicht nur in Fällen, in denen eine Auffanggesellschaft gebildet wird.

38. Sind Sie der Auffassung, dass das BG über die Bildung steuerbegünstigter Arbeitsbeschaffungsreserven (vom 20. Dezember 1985) weder als Instrument der antizyklischen Konjunkturpolitik noch als Massnahme zur Entlastung des Risikokapitals geeignet ist ?	Ja	Nein X
--	----	------------------

ad. 38: Auch wenn die Arbeitsbeschaffungsreserven derzeit nur geringe antizyklische Wirkungen entfallen, ermöglicht es dieses Instrument den Gesellschaften, in Krisenzeiten/-situationen solche Reserven steuerfrei aufzulösen.

VI. Fragen zu den Massnahmen im Bereich der Personenunternehmen

39. Befürworten Sie die zu Gunsten der Personenunternehmen vorgeschlagenen Massnahmen?		
a) in Bezug auf die Bewertung des Geschäftsvermögens für die Vermögenssteuer	Ja X	Nein
b) in Bezug auf die Erweiterung der Ersatzbeschaffung?	Ja X	Nein
c) in Bezug auf den Steueraufschub im Falle eines Übergangs von Liegenschaften des Privatvermögens ins Geschäftsvermögen?	Ja X	Nein
d) in Bezug auf den Steueraufschub im Falle des Übergangs von Liegenschaften des Geschäftsvermögens ins Privatvermögen?	Ja X	Nein
e) in Bezug auf die Verrechnung von Geschäftsverlusten im monistischen System?	Ja X	Nein
f) in Bezug auf die Erbteilung?	Ja X	Nein
g) in Bezug auf die Voraussetzungen der milderen Besteuerung der Liquidationsgewinne?	Ja X	Nein
h) in Bezug auf die Verpachtung land- und forstwirtschaftlicher Grundstücke?	Ja X	Nein

40. Befürworten Sie zwecks Milderung der wirtschaftlichen Doppelbelastung Massnahmen im Bereich der Vermögenssteuer in		
a) Modell 1?	Ja	Nein
b) Modell 2?	Ja	Nein
c) Modell 3?	Ja X	Nein

41. Haben Sie weitere (andere) Vorschläge im Bereich der direkten Steuer betreffend die Personenunternehmen?	
--	--

VII. Fragen zu den finanziellen Auswirkungen der Reform

42. Befürworten Sie grundsätzlich die vom Bundesrat eingenommene Haltung zu den finanzpolitischen Rahmenbedingungen für die Unternehmenssteuerreform II?	Ja	Nein X
a) Teilen Sie die Auffassung des Bundesrates, dass die vorgesehene Unternehmenssteuerreform II insbesondere für die Kantone nur tragbar ist, wenn bei Annahme des Steuerpakets 2001 in der Volksabstimmung im Bereich der Wohneigentumsbesteuerung Korrekturen gegenüber dem Steuerpaket angebracht werden, um die Mindereinnahmen für die Kantone und Gemeinden markant zu reduzieren?	Ja	Nein X
b) Teilen Sie die Auffassung des Bundesrates, dass die vorgesehene Unternehmenssteuerreform II für den Bund finanziell nur verkraftbar ist, wenn die im Entlastungsprogramm 03 und im Anschlussprogramm vorgesehenen Massnahmen vom Parlament genehmigt werden?	Ja	Nein X
c) Sind aus Ihrer Sicht noch weitere oder andere Entlastungsmassnahmen notwendig zur Sicherstellung der Finanzierbarkeit der Unternehmenssteuerreform II?	Ja	Nein X
d) wenn ja, welche? Die Problematik der steuerlichen "Ärgernisse" (indirekte Teilliquidation, Transponierung, Erbenholding, gewerbsmässiger Wertschriftenhändler) muss im Rahmen dieser Reform durch sachgerecht und unternehmensfreundlich gelöst oder wenigstens entschärft werden. Es ist wichtig, dass diesbezüglich die für die Unternehmen unerlässliche Rechtssicherheit wieder hergestellt wird.		

Eine wachstumsmaximierende Unternehmenssteuerreform auf der Basis eines Modells 3 plus ist finanzpolitisch vertretbar. Bekanntlich finanziert sich diese Reform im hohen Masse selbst, nicht zuletzt durch eine erhöhte Ausschüttungsquote von Gewinnen und bringt einen willkommenen Wachstumsimpuls durch eine effizientere Allokation von Kapital (vgl. ökonomisches ESTV-Gutachten von Prof. Keuschnigg). Die in der Vernehmlassungsunterlage angegebenen **„Steuerausfälle“ auf Kantonsstufe sind sehr zu relativieren**, weil gerade diese Reform die kantonale tarifliche Autonomie beachtet. M. a. W. werden keine „Steuerausfälle“ vom Bund auf die Kantone aufgezwungen, sondern die Kantone können bewusst – je nach Willen, den eigenen Standort zu verbessern – autonom deren Höhe steuern. Eine politische bzw. finanzpolitische Verbindung mit einer allfälligen Korrektur im Wohneigentumsbereich bei Annahme des Steuerpakets ist daher sachlich wie auch finanzpolitisch verfehlt.

Diese Unternehmenssteuerreform ist nicht nur finanzpolitisch vertretbar, sondern vor allem auch **ökonomisch und wirtschaftspolitisch sinnvoll und notwendig**. Unternehmenssteuerreformen stellen generell eine Investition in die Zukunft, und bei einer dynamischen Betrachtungsweise führen eine Entlastung des produktiven Kapitals und Verbesserungen der Standortattraktivität zu Wachstumseffekten und damit zu steigenden Steuereinnahmen.

* * *